

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
 GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 429^e

SÉANCE

(Séance de clôture)

Lundi 16 décembre 1963,
 à 16 heures



NEW YORK

SOMMAIRE

Pages

<i>Points 81, 82 et 12 de l'ordre du jour:</i>	
Question de la composition du Bureau de l'Assemblée générale (fin)	303
Question d'une représentation équitable au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social (fin)	
Rapport du Conseil économique et social (chap. XIII [sect. VI]) (fin)	
Achèvement des travaux de la Commission . . .	309

Président: M. Mihail HASEGANU (Roumanie).

POINTS 81, 82 ET 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la composition du Bureau de l'Assemblée générale (A/5519, A/SPC/L.101 et Add.1 et 2, A/SPC/L.106, A/SPC/L.107, A/SPC/L.108) [fin]

Question d'une représentation équitable au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social (A/5520, A/SPC/L.104/Rev.1, A/SPC/L.105, A/SPC/L.109, A/SPC/L.110) [fin]

Rapport du Conseil économique et social (chap. XIII [sect. VI]) [A/5503] [fin]

1. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'Union soviétique a toujours été et continue d'être favorable à une représentation adéquate des pays d'Afrique et d'Asie au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social, qui pourrait être assurée notamment au moyen d'un élargissement de la composition de ces organes. Toutefois, cela est impossible pour le moment, uniquement en raison de l'attitude des puissances occidentales, qui empêchent la République populaire de Chine d'être rétablie dans ses droits à l'ONU. Tel est le fond du problème. Dans ces conditions, la délégation soviétique estime que le vote sur les projets de résolution tendant à élargir la composition des conseils devrait être différé pour que puissent avoir lieu des consultations qui aboutiront peut-être à une solution acceptable pour tous. Si les projets de résolution en question sont mis aux voix, la délégation soviétique n'aura d'autre choix que de voter contre ces textes.

2. M. ARCHIBALD (Trinité et Tobago) relève, à propos de l'amendement publié sous la cote A/SPC/L.106, qui a été retiré à la 427^{ème} séance, que ses auteurs figurent parmi les pays qui ne s'insèrent pas facilement dans les principaux groupes géographiques et qui risquent donc d'être oubliés lors de la répartition des sièges s'il n'est pas tenu dûment compte de leur position. L'amendement en question concernait le Commonwealth et, si l'on en a demandé le retrait, c'est parce que le Commonwealth est

une association de pays qui n'est pas fondée sur des considérations géographiques. La délégation de la Trinité et Tobago ne voit pas d'inconvénient à ce que l'on mette l'accent sur ces considérations, mais l'ONU ne devrait pas renoncer à la légère à certains autres critères dont l'utilité a été prouvée. C'est un grave problème politique et philosophique qui est en jeu, car, s'il est vrai qu'à l'ère nucléaire le seul espoir de l'humanité réside dans le développement constant de l'ONU, il faut songer à la manière dont ce développement doit être réalisé. Si, en mettant de l'ordre dans ses affaires intérieures, l'ONU décidait de ne pas prendre en considération d'autres associations internationales pour la seule raison qu'elles n'ont pas été créées dans le cadre de l'Organisation, celle-ci tendrait à créer une société mondiale incroyablement conformiste. L'ONU a pour but de développer des relations harmonieuses entre les intérêts divergents qui ont toujours caractérisé le comportement des hommes et elle devrait tenir compte de toutes les expériences qui ont déjà été faites dans ce sens. Par conséquent, l'Organisation devrait songer davantage au Commonwealth et, en fait, à toute autre association analogue qui a servi et qui peut encore servir un but international. L'Etat de Trinité et Tobago fait partie du Commonwealth de son plein gré; or, comme le prouvent les votes qu'il émet, il prend ses décisions en toute indépendance. En tant que représentant d'un pays récemment admis à l'Organisation, le représentant de la Trinité et Tobago tient à dire combien il apprécie l'empressement avec lequel ses collègues du Commonwealth dans le monde entier ont fourni l'aide et les conseils que sollicitait sa délégation. L'Etat de Trinité et Tobago est heureux de faire partie d'une association qui s'est montrée capable d'évoluer dans un monde en évolution, qui a fait preuve de beaucoup de courage et a parfaitement conscience de ce qui est possible et réalisable.

3. M. BINDZI (Cameroun) déclare que le débat a nettement montré la légitimité des revendications des pays qui sont encore sous-représentés ou ne sont pas du tout représentés dans les organes principaux de l'ONU. Tous les membres de la Commission, depuis les pays d'Europe occidentale jusqu'aux pays d'Europe orientale, s'accordent à reconnaître que les pays en question ont raison de manifester leur inquiétude et leur impatience devant cette situation. Le représentant du Cameroun a constaté avec satisfaction que le représentant de l'Union soviétique a reconnu, d'une part, que la revendication des Etats d'Afrique et d'Asie était juste et, d'autre part, que cette revendication ne peut être satisfaite que par un accroissement proportionnel. Malheureusement, la conclusion à laquelle est parvenu le représentant de l'Union soviétique est décevante. Les pays d'Europe occidentale ont eux aussi reconnu le bien-fondé de la réclamation des pays africaino-asiatiques, mais ils ont fixé certains chiffres quant aux sièges à ajouter et ont fait comprendre qu'ils n'en accepteraient pas

d'autres. Le vote auquel la Commission va procéder est peut-être l'un des votes les plus importants dans l'histoire de l'ONU. Etant donné que l'obstacle à une solution est le droit de veto que peuvent éventuellement exercer les grandes puissances, le représentant du Cameroun fait appel surtout aux petites puissances pour qu'elles émettent ensemble un vote qui montre qu'elles sont résolues à défendre la justice, la vérité et l'équité.

4. M. CHANDERLI (Algérie) constate que les deux grandes puissances et certaines autres délégations, bien qu'en désaccord quant au fond du problème, ont les unes et les autres recommandé que la Commission remette à plus tard une décision destinée à satisfaire les revendications reconnues légitimes des pays d'Afrique et d'Asie qui demandent une représentation équitable au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social. En outre, certaines délégations ont fait observer qu'un grand pays qui ne siège pas à l'Assemblée s'élèverait contre toute décision qui entraînerait un amendement à la Charte. Il devient de plus en plus manifeste que l'interprétation donnée aux intentions et aux vues de ce pays ne correspond pas à la réalité, si bien que dans l'esprit de certaines délégations, dont la délégation algérienne, l'argument n'est pas aussi solide qu'on le laisse entendre. Le représentant de l'Algérie espère donc qu'à la séance en cours la majorité des pays fera front commun pour prier l'Assemblée de reconnaître la légitimité des revendications des pays qui sont sous-représentés. En même temps, le représentant de l'Algérie rappelle aux délégations des grandes puissances que le temps change bien des choses et que des positions qui ont une certaine valeur à un moment donné peuvent apparaître sous un tout autre angle dans d'autres circonstances. Aucun amendement à la Charte ne serait ratifié avant deux ans. Si, à la présente session, les grandes puissances adoptent une attitude absolument négative, leurs gouvernements et leurs parlements pourront difficilement changer d'attitude par la suite, au cas où la situation politique serait favorable. En conséquence, le représentant de l'Algérie exprime l'espoir que les membres de la Commission qui ne peuvent pas appuyer les textes proposés s'abstiendront plutôt que d'émettre un vote négatif, afin de permettre une ratification. Ce faisant, ils montreront qu'ils reconnaissent le bien-fondé de la revendication des pays d'Afrique et d'Asie touchant une représentation équitable. Dans le passé, ces pays ont été méconus et pendant longtemps ils n'ont pu participer à la vie de la communauté internationale. Maintenant qu'ils ont pris leur place parmi les autres nations du monde, à la suite des changements qui se sont produits, les grandes puissances, qui ont élaboré la Charte, essaient, semble-t-il, de leur imposer leur volonté, ne serait-ce qu'indirectement. Ainsi, bien qu'ayant été enfin admis à l'Organisation, ils ne peuvent participer pleinement à ses travaux. Le représentant de l'Algérie demande aux délégations qui ne semblent pas avoir encore bien compris l'importance que les pays d'Afrique et d'Asie attachent à leur demande de représentation équitable d'essayer de comprendre cette attitude, afin que l'ONU puisse devenir une organisation véritablement universelle et serve mieux la compréhension et la paix internationales.

5. M. PECHOTA (Tchécoslovaquie) déclare que sa délégation, consciente des changements qui sont intervenus dans le monde et qui se sont traduits par un élargissement de la composition de l'ONU,

approuve énergiquement l'idée de modifier en conséquence la structure de l'Organisation. Elle est la première à appuyer les revendications justifiées du grand nombre de nouveaux Etats Membres qui demandent à être dûment représentés dans les organes principaux des Nations Unies. Le principe fondamental de l'égalité souveraine, sur lequel repose l'Organisation, suppose le devoir de veiller à ce que la voix de tous les Etats Membres se fasse entendre dans tous les organes des Nations Unies. C'est pourquoi la délégation tchécoslovaque figurait parmi celles qui, à la douzième session, ont pris l'initiative de présenter un projet de résolution^{1/} sur l'élargissement de la composition du Bureau. Dans le même esprit, consciente du rôle que jouent les nouveaux Etats Membres, elle a été heureuse de donner son appui au projet de résolution A/SPC/L.101 et Add.1 et 2, qui non seulement assurera à ces Etats une représentation plus adéquate au Bureau, mais rehaussera le rôle et le prestige de cet organe. En appuyant le projet de résolution relatif au Bureau, la délégation tchécoslovaque a exprimé l'opinion que, pour être plus efficace, la décision de l'Assemblée devrait comprendre une disposition prévoyant l'attribution de la présidence de l'Assemblée générale, à tour de rôle, aux diverses régions géographiques. Il y a lieu de se féliciter que la majorité des membres de la Commission ait reconnu la justesse de ce point de vue, et le représentant de la Tchécoslovaquie espère que les délégations qui, par le passé, ont hésité à s'y ranger retireront leurs réserves.

6. Malheureusement, le procédé juridique suggéré pour élargir la composition du Bureau ne peut être employé pour résoudre le problème d'une représentation équitable au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social. Il n'est pas possible d'atteindre ce but parce que les puissances occidentales ne veulent toujours pas reconnaître les réalités de l'époque. Depuis 14 ans, on empêche les représentants d'un des membres permanents du Conseil de sécurité, dont l'approbation sera nécessaire pour que tout amendement à la Charte puisse prendre effet, de participer aux travaux de l'ONU. Dans ces conditions, tout amendement à la Charte serait manifestement nul. Il n'est guère besoin de souligner qu'il importe de maintenir la stabilité juridique de la Charte. Une fois la Charte affaiblie par l'inobservation de certaines dispositions et notamment de celles de l'Article 108, les buts et principes mêmes des Nations Unies risqueraient d'être compromis. La délégation tchécoslovaque est prête à aider à rechercher tous les moyens possibles d'assurer une plus large représentation des nouveaux Etats au Conseil, mais, quelle que soit la décision finale, elle doit être strictement conforme à la Charte. Le représentant de la Tchécoslovaquie ne voit aucune possibilité d'obtenir des résultats pratiques si l'on adopte des propositions tendant à amender la Charte, aussi longtemps que les conditions nécessaires à l'adoption de tels amendements ne seront pas créées par la restitution à la Chine du siège qui lui revient à l'ONU. La seule autre solution consiste donc à redistribuer les sièges existants dans les deux conseils. En conséquence, la délégation tchécoslovaque ne peut appuyer les projets de résolution qui tendent à amender la Charte et elle sera obligée, à son grand regret, de voter contre ces textes s'ils sont mis aux voix.

^{1/} Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Annexes, points 5, 6, 67 et 68 de l'ordre du jour, document A/SPC/L.22/Rev.2.

7. M. CHAPDELAINE (Canada), prenant la parole pour une motion d'ordre, propose que le compte rendu in extenso des débats de la journée soit distribué aux membres de la Commission. Le présent débat revêt la plus haute importance; notamment, la déclaration faite par le représentant de la Trinité et Tobago a la valeur d'un témoignage sur ce qu'est le Commonwealth et sur ce qu'il signifie pour l'Organisation des Nations Unies.

8. M. BINDZI (Cameroun) espère que les arguments qui ont été avancés contre le maintien des pays du Commonwealth en tant que groupe distinct ayant droit à une représentation équitable seront aussi publiés in extenso.

9. M. CHAPDELAINE (Canada) fait observer que sa proposition devrait donner satisfaction au représentant du Cameroun puisqu'il s'agit de publier in extenso l'ensemble du débat, c'est-à-dire les arguments pour et contre les propositions à l'examen.

La proposition du Canada est adoptée.

10. M. MISHRA (Inde), appuyé par M. VIEYRA (Argentine), propose de suspendre la séance afin de mettre au point des amendements à certains des projets de résolution dont la Commission est saisie.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 17 h 10; elle est reprise à 18 h 25.

11. M. JUARBE Y JUARBE (Cuba) explique que sa délégation votera pour l'amendement figurant dans le document A/SPC/L.108 au projet de résolution relatif à la composition du Bureau (A/SPC/L.101 et Add.1 et 2). Son vote constituera un geste de solidarité à l'égard des Etats de la région de l'Amérique latine, bien que l'accroissement du nombre des sièges de l'Amérique latine ne puisse guère profiter à Cuba étant donné la politique particulière que le groupe latino-américain pratique à l'ONU envers ce pays.

12. M. BLAKE (Etats-Unis d'Amérique), faisant observer que certaines consultations se poursuivent, demande une brève suspension de séance.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 18 h 35; elle est reprise à 18 h 45.

13. M. EL-ZAYYAT (République arabe unie) est heureux d'avoir entendu le représentant de l'URSS redéfinir, au début de la séance, la position de l'Union soviétique. Il constate que l'URSS a toujours été et continue d'être favorable à l'idée d'assurer une représentation équitable de l'Asie et de l'Afrique dans les deux principaux conseils de l'ONU par des méthodes qui comprendraient un élargissement de la composition de ces conseils et nécessiteraient par conséquent un amendement à la Charte. Toutefois, l'URSS estime qu'un amendement à la Charte ne peut être ratifié aussi longtemps qu'une solution n'aura pas été trouvée à la question de la représentation de la Chine.

14. Puisque la difficulté réside dans la ratification des amendements proposés, l'Union soviétique pourrait peut-être réserver son objection à leur adoption par l'Assemblée générale étant donné que, dans l'intervalle de deux ans prévu pour la ratification, la situation pourrait évoluer de façon à permettre à l'URSS de ratifier ces amendements.

15. Le représentant de la République arabe unie engage les membres de la Commission, et en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité, à adopter à l'unanimité les amendements nécessaires étant entendu que le problème de la ratification serait réglé ultérieurement.

16. M. QUAISON-SACKEY (Ghana) annonce qu'un accord est intervenu entre le groupe africano-asiatique et le groupe latino-américain pour fonder les quatre projets de résolution relatifs à une représentation équitable au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social en modifiant les deux projets des pays d'Amérique latine (A/SPC/L.104/Rev.1 et A/SPC/L.105). Le représentant de l'Inde donnera lecture de ces amendements.

17. M. MISHRA (Inde), après avoir annoncé, au nom des auteurs, le retrait des projets de résolution A/SPC/L.109 et A/SPC/L.110, donne lecture d'une série d'amendements aux projets de résolution A/SPC/L.104/Rev.1 et A/SPC/L.105, au nom des délégations de l'Afghanistan, de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de la Birmanie, du Burundi, du Cameroun, de Ceylan, de Chypre, du Congo (Brazzaville), du Congo (Léopoldville), de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey, de l'Ethiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Irak, de l'Iran, du Japon, de la Jordanie, du Kenya, du Koweït, du Laos, du Liban, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, de la Malaisie, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Népal, du Niger, de la Nigéria, de l'Ouganda, du Pakistan, des Philippines, de la République arabe unie, de la République centrafricaine, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, de la Syrie, du Tanganyika, du Tchad, de la Thaïlande, du Togo, de la Tunisie, du Yémen, de la Yougoslavie et de Zanzibar.

18. Les amendements au projet de résolution A/SPC/L.104/Rev.1 seraient les suivants: le premier alinéa du préambule serait ainsi libellé: "Considérant que la composition actuelle du Conseil de sécurité est inéquitable et déséquilibrée"; à l'alinéa a du paragraphe 1 du dispositif, le mot "13" serait remplacé par le mot "15" et le mot "huit" par le mot "10"; l'alinéa b du paragraphe 1 du dispositif s'énoncerait ainsi: "b) Au paragraphe 2 de l'Article 23, remanier comme suit la deuxième phrase: "Lors de la première élection des membres non permanents après que le nombre des membres du Conseil de sécurité aura été porté de 11 à 15, deux des quatre membres supplémentaires seront élus pour une période d'un an"; à l'alinéa c du paragraphe 1 du dispositif, le mot "huit" serait remplacé par le mot "neuf"; à l'alinéa d du paragraphe 1, le mot "huit" serait remplacé par le mot "neuf"; les paragraphes 2 et 3 du dispositif seraient ainsi libellés:

"2. Demande à tous les Etats Membres de ratifier les amendements ci-dessus, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, au plus tard le 1er septembre 1965;

"3. Décide en outre que les 10 membres non permanents du Conseil de sécurité seront élus d'après les critères suivants:

"a) Cinq membres élus parmi les Etats d'Afrique et d'Asie;

"b) Un membre élu parmi les Etats d'Europe orientale;

"c) Deux membres élus parmi les Etats d'Amérique latine;

"d) Deux membres élus parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats."

19. Les trois paragraphes du dispositif du projet de résolution A/SPC/L.105 seraient remaniés comme suit:

"1. Décide, conformément à l'Article 108 de la Charte des Nations Unies, d'adopter l'amendement suivant à la Charte et de le soumettre à la ratification des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies:

"Article 61

"1. Le Conseil économique et social se compose de 27 Membres des Nations Unies, élus par l'Assemblée générale.

"2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, neuf membres du Conseil économique et social sont élus chaque année pour une période de trois ans. Les membres sortants sont immédiatement rééligibles.

"3. Lors de la première élection qui aura lieu après que le nombre des membres du Conseil économique et social aura été porté de 18 à 27, neuf membres seront élus en plus de ceux qui auront été élus en remplacement des six membres dont le mandat viendra à expiration à la fin de l'année. Le mandat de trois de ces neuf membres supplémentaires expirera au bout d'un an et celui de trois autres au bout de deux ans, selon les dispositions prises par l'Assemblée générale.

"4. Chaque membre du Conseil économique et social a un représentant au Conseil";

"2. Demande à tous les Etats Membres de ratifier l'amendement ci-dessus, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, au plus tard de 1er septembre 1965;

"3. Décide en outre que, sans préjudice de la répartition actuelle des sièges au Conseil économique et social, les neuf membres supplémentaires seront élus d'après les critères suivants:

"a) Sept membres élus parmi les Etats d'Afrique et d'Asie;

"b) Un membre élu parmi les Etats d'Amérique latine;

"c) Un membre élu parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats."

20. M. QUAISON-SACKEY (Ghana), parlant au nom des auteurs africains des amendements, dit qu'ils avaient proposé ces modifications afin de faire cause commune avec la quasi-totalité des délégations asiatiques et latino-américaines. En ce qui concerne le Conseil de sécurité, il est entendu que cinq sièges électifs seront réservés à l'Afrique et à l'Asie, soit trois sièges aux Etats africains et deux aux Etats asiatiques. Au Conseil économique et social, 12 sièges seront alloués à l'Afrique et à l'Asie, à savoir sept sièges aux Etats africains et cinq aux Etats asiatiques; cinq sièges sont destinés à l'Amérique latine, quatre à l'Europe occidentale et aux autres Etats, deux aux Etats d'Europe orientale et quatre aux membres permanents du Conseil de sécurité.

21. M. TARAZI (Syrie), parlant au nom du groupe africano-asiatique, dont il est président pour le mois de décembre, confirme l'entente selon laquelle cinq sièges électifs du Conseil de sécurité seront réservés aux Etats d'Afrique et d'Asie, soit trois pour les Etats africains et deux pour les Etats asiatiques.

22. M. ALVAREZ VIDAURRE (El Salvador), parlant au nom des auteurs latino-américains des projets de résolution A/SPC/L.104/Rev.1 et A/SPC/L.105, exprime la préoccupation traditionnelle des Etats de l'Amérique latine au sujet d'une répartition équitable des sièges électifs au Conseil de sécurité et des sièges au Conseil économique et social. Ce désir d'assurer une juste représentation de toutes les régions a poussé les pays latino-américains à accepter une modification de leurs projets de résolution primitifs. Le représentant d'El Salvador est heureux d'annoncer que les auteurs latino-américains acceptent les amendements présentés par le représentant de l'Inde et il espère que les projets de résolution ainsi révisés seront adoptés à l'unanimité.

23. M. TARAZI (Syrie), parlant de nouveau au nom du groupe africano-asiatique, ajoute que, si les amendements à la Charte ne sont pas ratifiés avant le début de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, c'est-à-dire avant septembre 1964, la répartition actuelle des sièges dans les deux conseils demeurera en ce qui concerne le groupe de l'Amérique latine: c'est ainsi que le groupe africano-asiatique entend les choses sur ce point.

24. M. QUAISON-SACKEY (Ghana), appuyant la déclaration du représentant de la Syrie, précise que la garantie donnée au groupe latino-américain afin de sortir de l'impasse n'est valable que pour un an.

25. M. JACKLING (Royaume-Uni), expliquant le vote de sa délégation sur les projets de résolution révisés (A/SPC/L.104/Rev.1, A/SPC/L.105) concernant les conseils, dit que les responsabilités particulières que l'Article 108 de la Charte impose aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité, en ce qui concerne les amendements à la Charte, obligent la délégation du Royaume-Uni à adopter, pour le moment, une attitude réservée. Comme on le sait, la délégation du Royaume-Uni comprend parfaitement que la grande majorité des Membres de l'Organisation souhaite élargir la composition des deux conseils. Cependant, les projets de résolution révisés vont plus loin que la proposition dont la Commission était saisie précédemment, et la délégation du Royaume-Uni aurait besoin de consacrer à l'étude de cette question plus de temps que ne le permet la présente session.

26. Le Gouvernement du Royaume-Uni examinera attentivement et promptement ces nouvelles propositions, en tenant compte des opinions qui ont été exprimées au cours du débat et des diverses négociations qui se sont déroulées en dehors de la Commission. Il est bien entendu que la position d'abstention que doit adopter la délégation britannique ne préjuge en rien les conclusions auxquelles son gouvernement parviendra lorsqu'il aura eu le temps de procéder à un nouvel examen de la question.

27. M. PLIMPTON (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation s'abstiendra lors du vote sur les deux projets de résolution révisés. Il a été précisé à maintes reprises que les Etats-Unis sont tout à fait en faveur de l'élargissement de la composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique

et social afin d'assurer une représentation adéquate des Etats d'Afrique et d'Asie. La délégation américaine regrette vivement que l'un des membres du Conseil de sécurité, l'Union soviétique, ait empêché l'adoption d'une telle solution. Les Etats-Unis étaient disposés à voter pour les projets de résolution précédents qui auraient eu pour effet de porter de 11 à 13 et de 18 à 24, respectivement, le nombre des membres du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social.

28. Les propositions tendant à porter la composition du Conseil de sécurité à 15 membres et celle du Conseil économique et social à 27 sont très récentes et, si elles avaient été mises aux voix à la 428ème séance de la Commission, la délégation des Etats-Unis aurait dû voter contre ces textes, en raison du manque d'unanimité parmi les partisans de l'élargissement immédiat de la composition des deux conseils. Depuis lors, un accord plus large est intervenu grâce à de nouvelles consultations, et la délégation des Etats-Unis a été autorisée à s'abstenir. Cette attitude ne préjuge pas la position définitive du Gouvernement américain sur les amendements qu'on envisage d'apporter à la Charte, position qui sera déterminée après de nouvelles consultations avec les autres Etats Membres et conformément aux règles administratives et constitutionnelles en vigueur aux Etats-Unis.

29. En conclusion, le représentant des Etats-Unis note la suggestion officieuse tendant à ce que le dernier paragraphe du projet de résolution révisé concernant la composition du Conseil de sécurité (A/SPC/L.104/Rev.1) — lequel établit la répartition des 10 sièges électifs parmi les diverses régions — soit incorporé directement dans l'amendement à la Charte. Sa délégation ne prend pas position à l'égard de cette suggestion, mais estime qu'on devrait en tenir compte au cas où elle serait présentée officiellement, sous forme d'amendement, lorsque les points en discussion seront examinés en séance plénière de l'Assemblée générale.

30. M. CHANG (Chine), après avoir protesté contre la façon dont le Président l'a invité à prendre la parole, dit que le fait que la Chine n'est pas, à l'heure actuelle, membre du Conseil économique et social permet d'allouer un siège supplémentaire aux Etats africains. Toutefois, la situation serait tout à fait différente si la Charte était amendée et la composition du Conseil économique et social élargie. Il est donc surprenant que le représentant du Ghana ait déclaré que quatre sièges seulement du Conseil économique et social élargi seraient réservés aux membres permanents du Conseil de sécurité.

31. La délégation chinoise affirme qu'aucune solution du problème ne pourrait être équitable si la Chine devait faire l'objet d'une discrimination. Si l'explication donnée par le représentant du Ghana représente l'opinion générale, la délégation chinoise réserve sa position et, en attendant les instructions de son gouvernement, elle ne participera pas au vote sur le projet de résolution relatif à la composition du Conseil économique et social (A/SPC/L.105).

32. M. QUAISON-SACKEY (Ghana) précise qu'il ne songeait pas du tout à la Chine lorsqu'il est intervenu. Il faisait simplement allusion à la répartition actuelle et non à la position d'un Etat, quel qu'il fût.

33. M. MATSCH (Autriche) dit que sa délégation votera pour les deux projets de résolution révisés,

étant entendu qu'en ce qui concerne le Conseil de sécurité le "gentleman's agreement" de 1946 demeurera en vigueur jusqu'à ce que le nouveau texte de l'Article 23 soit ratifié conformément à l'Article 108 de la Charte.

34. M. ROWLAND (Australie) se félicite que les projets de résolution révisés aient été aussi largement appuyés. Bien que sa délégation soit en mesure de voter pour ces deux projets, il tient à préciser que son gouvernement n'a pas encore pris position quant aux conséquences qu'entraînera pour l'Australie le classement des Etats qui est prévu. A cet égard, M. Rowland est obligé de réserver la position de son gouvernement.

35. De même, le vote affirmatif de la délégation australienne ne doit pas être interprété comme constituant, de la part du Gouvernement australien, un engagement de ratifier les amendements envisagés.

36. M. CHAPDELAIN (Canada) annonce que sa délégation votera pour les deux projets de résolution révisés, car elle est fermement convaincue que l'élargissement des conseils permettra une représentation plus équilibrée et donc plus juste, notamment dans le cas du Conseil de sécurité.

37. Il précise, toutefois, que son vote favorable sera donné sans préjudice des consultations et négociations ultérieures sur ce qu'implique la répartition des sièges par régions qui figure dans le dernier paragraphe des deux textes révisés. Il réserve également la position de son gouvernement quant à la ratification, laquelle devra évidemment se faire conformément aux règles constitutionnelles du Canada.

38. M. DIALLO Telli (Guinée) constate que deux membres permanents du Conseil de sécurité n'ont pas encore donné leur avis sur la nouvelle formule qui a été arrêtée à la suite des accords importants intervenus dans l'après-midi entre le groupe afro-asiatique et le groupe latino-américain. Il voudrait ajouter sa voix à l'appel qui a été lancé à la France et à l'Union soviétique pour qu'elles tiennent compte de l'atmosphère nouvelle et ne prennent pas une position qui compliquerait ultérieurement la ratification des amendements à la Charte. C'est le désir unanime des peuples d'Afrique et d'Asie qu'aucune position ne soit prise qui rendrait impossibles les négociations ultérieures destinées à procurer la justice que ces peuples réclament.

39. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, puisque certaines délégations ont émis l'opinion que le dépôt des divers amendements avait créé une situation nouvelle, il doit répéter ce qu'il a dit au début de la séance, à savoir que c'est uniquement l'attitude des puissances occidentales — lesquelles essaient par tous les moyens d'empêcher le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine au sein de l'Organisation — qui rend impossible la solution du problème de l'élargissement du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social. Le représentant de l'URSS engage de nouveau la Commission à différer le vote sur les projets de résolution et demande que la question fasse l'objet de consultations. Grâce à ces consultations, il sera plus facile d'aboutir à une décision acceptable touchant la question de la représentation équitable des Etats africains et asiatiques dans les organes principaux de l'ONU.

40. M. COMAY (Israël) demande ce qu'il en est des amendements au projet de résolution A/SPC/L.101 et Add.1 et 2 relatif à la composition du Bureau.

41. Le PRÉSIDENT précise que ce texte a fait l'objet de trois amendements. Le premier (A/SPC/L.106), présenté par l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, a été retiré par ses auteurs à la 427ème séance. Le deuxième (A/SPC/L.107), déposé par la Pologne et la Tchécoslovaquie, a été remanié par ses auteurs à la suite du sous-amendement présenté oralement par le représentant de la Nigéria, à la 427ème séance. Quant au troisième (A/SPC/L.108), qui a été présenté par 19 pays d'Amérique latine, le Président a l'impression qu'il a été accepté par les auteurs du projet de résolution A/SPC/L.101 et Add.1 et 2.

42. M. MISHRA (Inde) confirme que les auteurs du projet de résolution A/SPC/L.101 et Add.1 et 2 acceptent l'amendement figurant dans le document A/SPC/L.108.

43. A la demande de M. LYNCH-SHYLLON (Sierra Leone), M. CHAI (Secrétaire de la Commission) lit le texte du sous-amendement présenté par le représentant de la Nigéria.

44. M. BINDZI (Cameroun), parlant en tant que l'un des auteurs du projet de résolution A/SPC/L.101 et Add.1 et 2, émet l'avis que tous les auteurs n'ont pas eu l'occasion de se consulter sur les amendements contenus dans le document A/SPC/L.107, tel qu'il a été modifié à la demande du représentant de la Nigéria. Le mieux serait donc de mettre aux voix l'amendement révisé.

45. M. USHER (Côte-d'Ivoire) propose, vu l'heure avancée, de mettre les textes en question aux voix, sans nouveau débat.

Il en est ainsi décidé.

Par 97 voix contre une, avec 11 abstentions, les amendements figurant dans le document A/SPC/L.107, tels qu'ils ont été modifiés, ont été adoptés.

Par 109 voix contre zéro, le projet de résolution (A/SPC/L.101 et Add.1 et 2), tel qu'il a été amendé, est adopté.

46. M. MISHRA (Inde) demande que les projets de résolution contenant les amendements proposés à la Charte fassent l'objet d'un vote par appel nominal.

47. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution relatif à la composition du Conseil de sécurité (A/SPC/L.104/Rev.1), tel qu'il a été révisé, pour tenir compte des amendements dont le représentant de l'Inde a donné lecture.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Albanie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra

Leone, Somalie, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République arabe unie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zanzibar, Afghanistan.

Votent contre: Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, France, Hongrie, Mongolie, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

S'abstiennent: Portugal, Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique.

Par 96 voix contre 11, avec 4 abstentions, le projet de résolution A/SPC/L.104/Rev.1, tel qu'il a été amendé, est adopté.

48. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution concernant la composition du Conseil économique et social (A/SPC/L.105), tel qu'il a été révisé, pour tenir compte des amendements dont le représentant de l'Inde a donné lecture.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Inde, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Laos, Liban, Libéria, Libye, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Maroc, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Tanganyika, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République arabe unie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zanzibar, Albanie, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Birmanie, Burundi, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Tchad, Chili, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Costa Rica, Chypre, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Islande.

Votent contre: Mongolie, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, France, Hongrie.

S'abstiennent: Portugal, Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique.

Par 95 voix contre 11, avec 4 abstentions, le projet de résolution A/SPC/L.105, tel qu'il a été amendé, est adopté.

49. M. TINE (France) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution A/SPC/L.101 et Add.1 et 2 pour les motifs qu'elle a exposés à la 427ème séance. En revanche, bien qu'elle ait toujours été en faveur d'un élargissement raisonnable des deux conseils, la délégation française n'a pu voter pour aucun des deux projets de résolution A/SPC/L.104/Rev.1 et A/SPC/L.105, tels qu'ils ont été modifiés, car elle estime qu'il n'a pas été possible, dans le peu de temps qui restait, de faire une étude minutieuse des questions complexes qui se posent. Elle aurait souhaité

que les négociations se poursuivent afin que l'on puisse aboutir, lors de la dix-neuvième session, à une décision unanime suivie de mesures efficaces.

50. M. COMAY (Israël), expliquant son vote, dit qu'il a pu sans difficulté voter pour le projet de résolution A/SPC/L.101 et Add.1 et 2, modifié, et qu'il a voté également pour les projets de résolution A/SPC/L.104/Rev.1 et A/SPC/L.105, tels qu'ils ont été modifiés, sa délégation ayant, depuis bien des années, appuyé la demande tendant à élargir les organes des Nations Unies pour tenir compte de l'accroissement du nombre des Membres.

51. La délégation israélienne tient à exprimer la vive estime qu'elle éprouve pour l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, auteurs de l'amendement qui a été retiré (A/SPC/L.106), et elle compte que ces pays continueront à apporter leur importante contribution aux travaux de l'Organisation.

52. La délégation israélienne a appuyé la proposition tendant à ce que toutes les grandes régions géographiques soient prises en considération lors de l'élection du Président de l'Assemblée, mais elle regrette que les Etats Membres aient tendance à former des groupements électoraux rigides. Il lui semble que des Etats qui font partie de groupements régionaux différents devraient songer sérieusement à prévoir un roulement entre eux, pour l'attribution des sièges, conformément au principe fondamental de l'égalité des Membres de l'Organisation, de façon à permettre à chaque Etat Membre de jouer son rôle dans les divers organes des Nations Unies.

53. M. WYZNER (Pologne) déclare que son pays reconnaît pleinement le droit indéniable des Etats africano-asiatiques à être dûment représentés au sein des principaux organes des Nations Unies et qu'il a appuyé le projet de résolution A/SPC/L.101 et Add.1 et 2. La délégation polonaise a dû, en revanche, voter contre les projets de résolution qui prévoient l'élargissement du Conseil de sécurité (A/SPC/L.104/Rev.1) et du Conseil économique et social (A/SPC/L.105). Tout amendement à la Charte doit être ratifié par tous les membres permanents du Conseil de sécurité, y compris la Chine; or, la délégation polonaise, avec beaucoup d'autres, est fermement convaincue que seule la République populaire de Chine peut exercer ce droit. Dans les conditions actuelles, la meilleure solution de la question de l'élargissement des organes en question pourrait être de s'entendre sur la redistribution des sièges, laquelle a fait l'objet de propositions fort pertinentes de la part du représentant de l'Union soviétique.

54. M. NEDELEA (Roumanie), après avoir souhaité la bienvenue aux représentants du Kenya et de Zanzibar, déclare que la Roumanie a toujours appuyé les aspirations légitimes des pays d'Afrique et d'Asie, qui souhaitent une représentation équitable dans les principaux organes des Nations Unies, et qu'elle a voté pour le projet de résolution A/SPC/L.101 et Add.1 et 2, modifié. En revanche, sa délégation a

voté contre les projets de résolution A/SPC/L.104/Rev.1 et A/SPC/L.105, modifiés, parce que tout amendement à la Charte nécessite la ratification de tous les membres permanents du Conseil de sécurité, y compris la Chine, dont le siège doit être dûment occupé par la République populaire de Chine.

55. M. CORREA DA COSTA (Brésil) déclare que le groupe latino-américain et le groupe africano-asiatique se sont associés pour appuyer les résolutions, dont l'adoption sert les intérêts de l'ensemble de l'Organisation et non pas seulement ceux des deux groupes. Ce faisant, ils ont refusé de se laisser arrêter par la perspective d'une non-ratification de la part de l'un ou de plusieurs des membres permanents. Le représentant du Brésil pense que la ratification est une question qui doit être laissée strictement à la discrétion des organes législatifs, lesquels sont entièrement indépendants du pouvoir exécutif. Il n'est pas rare que les assemblées législatives refusent de ratifier des accords signés par les représentants des gouvernements. A son avis, cela vaut également pour l'Union soviétique. Le représentant du Brésil tient à dire, à l'intention du représentant de la Guinée, que la déclaration faite par le représentant de l'Union soviétique ne reflète que les vues du Gouvernement soviétique et qu'il ne faut pas tenir pour acquis que le corps législatif soviétique adoptera nécessairement ces vues touchant la ratification. Le représentant du Brésil exprime l'espoir que tous les membres permanents ratifieront les résolutions, afin de mettre un terme à la discrimination qui existe entre les Etats Membres.

Achèvement des travaux de la Commission

56. Le PRESIDENT annonce que les travaux de la Commission relatifs aux derniers points de son ordre du jour sont terminés.

57. M. CSATORDAY (Hongrie) félicite et remercie le Président, les membres du bureau ainsi que le Secrétariat.

58. M. LANNUNG (Danemark), au nom des pays nordiques, M. BENITES (Equateur), au nom du groupe latino-américain, M. RIFA'I (Jordanie), au nom des 13 délégations arabes, M. MAHMUD-GHAZI (Afghanistan), au nom de son propre pays, de l'Indonésie, de l'Iran, de la Turquie, de Ceylan, de l'Inde, du Pakistan et de la Birmanie, M. ZUPAN (Yougoslavie), M. NAÇO (Albanie), M. HORAN (Irlande), M. MATSCH (Autriche), M. DOSUMU-JOHNSON (Libéria), au nom de son propre pays et d'autres membres du groupe africain absents de la séance, s'associent aux remerciements exprimés par le représentant de la Hongrie.

59. M. LANNUNG (Danemark) et M. HORAN (Irlande) souhaitent la bienvenue au Kenya et à Zanzibar.

60. Le PRESIDENT, parlant en son nom et au nom du bureau de la Commission, remercie les membres de la Commission de leurs paroles aimables.

La séance est levée à 21 h 10.